

PREFET DE LA MARTINIQUE

SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT
ET DU LOGEMENT DE LA MARTINIQUE
SERVICE RISQUES ENERGIE ET CLIMAT

Arrêté n° 2014091-006 du 01 avril 2014

Mettant en demeure la Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n° 11-04233 du 14 décembre 2011 modifié, portant sur la réalisation d'études parasismiques.

LE PREFET DE LA MARTINIQUE

CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code de l'environnement, plus précisément le titre 1^{er} du livre V et notamment ses articles L511-1 et L514-1 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret du Président de la République du 2 mars 2011 portant nomination de M. Laurent Prévost en qualité de préfet de la région Martinique ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié, relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 041214 du 11 mai 2004 portant autorisation de poursuivre l'exploitation d'une raffinerie par la Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA) sur la commune du Lamentin ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 11-04233 du 14 décembre 2011, portant prescriptions complémentaires, modifié par l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2013206-0010 du 25 juillet 2013 donnant acte de l'actualisation de l'étude de dangers et portant prescriptions complémentaires ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées faisant suite à une visite d'inspection de récolement du 27 janvier 2014 ;

Considérant, en application de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 11-04233 du 14 décembre 2011 modifié, que l'exploitant devait remettre au service d'inspection des installations classées de la DEAL Martinique, les études parasismiques des installations de raffinage et de stockage d'hydrocarbures pour son établissement exploité zone de Californie, 97232 au Lamentin, et que ce délai a été porté au 30 octobre 2013 par l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2013206-0010 du 25 juillet 2013 ;

Considérant, que 52 équipements ont fait l'objet d'une étude de vulnérabilité approfondie sur 79 ;

Considérant, que lors de l'inspection de récolement du 27 janvier 2014, le service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a constaté le non respect des dispositions de l'article 4.4 de l'appendice IV.1 de l'arrêté ministériel du 29 mai 2009, modifié, relatif au transport des matières dangereuses par route (flexibles utilisés au delà de la date limite d'emploi fixée à 6 ans (12/2007) ;

—

Considérant, que lors de l'inspection de récolement du 27 janvier 2014, le service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a constaté le non respect des dispositions des articles 4.2.3, 7.3.3 et 7.3.3.1 de l'arrêté n° 041214 du 11 mai 2004, portant autorisation de poursuivre l'exploitation d'une raffinerie au Lamentin ;

Considérant, que le non respect des dispositions susvisées, est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant, en application de l'article L.514-1 du code de l'environnement, qu'indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

Considérant les observations formulées le 10 mars 2014, par le directeur général de la SARA, suite à la consultation contradictoire du 14 février 2014 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

La Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA), ci-après désignée l'exploitant, dont le siège social est situé Zone Industrielle de Californie, BP 436, 97292 Le Lamentin, est mise en demeure de respecter, pour les installations qu'elle exploite sur la commune du Lamentin, les prescriptions édictées aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Article 3 de l'arrêté n° 11-04233 du 14 décembre 2011.

Pour les études de vulnérabilité approfondie non encore déposées l'exploitant adresse les compléments au service d'inspection de la DEAL Martinique :

- « - *en intégrant une étude parasismique approfondie de vulnérabilité des tuyauteries et des merlons des cuvettes de rétention en place dans ses installations ;*
- *en intégrant une étude parasismique approfondie de vulnérabilité des réservoirs, colonnes et ballons verticaux, fours, sphères de gaz S1, S2, S3 et S4, échangeurs et ballons horizontaux, du bâtiment abritant le poste de contrôle des installations de production de la raffinerie et de la turbine à combustion ;*
- *élabore une étude permettant de déterminer les moyens techniques nécessaires à leur protection parasismique. »*

ARTICLE 3 : Dès notification du présent arrêté :

Article 4.4 (réforme) de l'appendice IV.1 de l'arrêté ministériel du 29 mai 2009, modifié, relatif au transport des matières dangereuses par route ;

« *Les flexibles sont réformés au plus tard six ans après la date d'épreuve initiale. »*

ARTICLE 4 : Sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Les articles 4.2.3, 7.3.3 et 7.3.3.1 de l'arrêté n° 041214 du 11 mai 2004, portant autorisation de poursuivre l'exploitation d'une raffinerie au Lamentin.

4.2.3. Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

7.3.3. Installations électriques – mise à la terre

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée, au regard de la réglementation du travail et le cas échéant de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 cité à l'article suivant, au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.

Les anomalies constatées lors de ces contrôles doivent être corrigées dans les plus brefs délais.

7.3.3.1. Zones à atmosphère explosive

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Le matériel électrique mis en service à partir du 1er janvier 1981 est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.

ARTICLE 5 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant, la Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles (SARA), et peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Fort de France :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où cet arrêté lui a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Tous les délais cités au présent arrêté s'entendent, sauf précision explicite contraire, à compter de la notification du dit arrêté à l'exploitant.

ARTICLE 7 :

Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie du Lamentin et tenue à la disposition du public.

Le secrétaire général de la préfecture, le Maire du Lamentin, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Martinique.

- 1 AVR. 2014

Pour Fort-de-France, le
le Secrétaire Général de la Préfecture
de la Région Martinique

Philippe MAFFRE